



# Ensemble



Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°224 - Jeudi 21 avril 2011



L'équipe de la majorité départementale après la session d'installation du 31 mars

**Élections cantonales des 20 et 27 mars 2011**

## **CONSEIL GÉNÉRAL: PRIORITÉ À LA SOLIDARITÉ**



## 2012 : gagner à gauche



Malgré les progrès de la gauche aux élections cantonales (nous dépassons les 60 départements gérés par la gauche !), ces élections nous laissent un goût amer. D'abord à cause de la forte abstention, signe d'un profond désaveu de nos concitoyens vis-à-vis de la politique. Je vois plusieurs explications à cela : tout d'abord, un fort rejet de la politique anti-sociale du gouvernement UMP, d'autre part cette élection était déconnectée de toute autre (en 2004, elle avait lieu avec les Régionales) ; enfin le gouvernement n'a pas cessé

de répéter que ces cantonales étaient les dernières avant l'élection en 2014 de conseillers territoriaux hybrides. De quoi en effet démobiliser bon nombre d'électeurs potentiels. Malgré tout, ces cantonales restent une photographie de notre société à 400 jours de l'élection présidentielle.

Essayons d'en tirer quelques enseignements. Au plan national, le PS progresse avec 4 départements ravis à la droite : de bon augure pour les sénatoriales. Localement, notre département reste ancré à gauche bien que 4 cantons aient été perdus. La faible mobilisation et la division de la gauche au 1<sup>er</sup> tour et au 2<sup>e</sup> tour sont aussi les causes de ces défaites. Je veux rendre ici hommage à Claude Bricaud, Martine L'Hostis et Yanick Lebeau qui ont été des conseillers généraux sérieux et compétents. Je regrette que Claudine Hias n'ait pu reprendre le flambeau que lui avait transmis Xavier Amossé à Nort/Erdre. J'ai une pensée toute particulière également pour tous nos autres candidats qui se sont fortement engagés : Michel Loquet, Caroline Tahar, Sophie de Saint-Amour, Florence Le Coz, Erwan Le Moigne, Annie Briand et Michel Courbet. J'y associe bien sûr leurs suppléant(e)s. Enfin mes félicitations à tous nos candidat(e)s élu(e)s dont les quatre nouveaux conseillers généraux que sont Lenaïck Leclair, Annaïg Cotonnet, Johanna Rolland et Franck Hervy.

La grande leçon que l'on peut, une nouvelle fois tirer, est que quand la gauche est rassemblée, elle gagne. Divisée elle perd ! À chacun, à chaque Parti, et tout particulièrement à nos amis d'Europe Écologie – Les Verts de savoir tirer tous les enseignements de ces duels fratricides..... Pour notre part, contre vents et marées, nous maintiendrons notre stratégie du rassemblement de toute la gauche : PC, PRG, MRC, PG et Europe Écologie – Les Verts.

Dans les prochaines semaines, nous aurons à préparer notre projet pour 2012 et à désigner notre candidat(e) à la présidentielle. Il sera choisi lors de primaires ouvertes à tous les militants de gauche : c'est inédit et c'est un pari démocratique que nous prenons. Ainsi désigné, le candidat(e) socialiste aura une légitimité renforcée lors de sa campagne : un atout supplémentaire pour gagner !

Le chemin est balisé : un bon projet, un(e) candidat(e) qui ne pourra pas être contesté(e), une campagne dynamique pour changer de politique après 10 années de droite. Le 1<sup>er</sup> tour aura lieu dans un an : c'est demain. C'est dire s'il n'y a pas de temps à perdre ! Alors soyons, nous socialistes, unis et déterminés à faire notre devoir : gagner en 2012 pour que nos concitoyens vivent mieux tous ensemble.

**Alain GRALEPOIS**  
1<sup>er</sup> secrétaire fédéral

## 2012 : Un projet de Gauche à l'écoute du Monde

Cette année 2011 est marquée par une actualité internationale importante, sur de nombreux fronts. Tout d'abord l'espoir des révolutions au Maghreb, le positionnement militaire de la France dans les conflits en Lybie et en Côte d'Ivoire et le triple traumatisme vécu au nord du Japon, séisme, tsunami et catastrophe nucléaire.

Ces événements s'invitent largement dans le débat politique français et à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, la formidable leçon de démocratie donnée par la Tunisie et l'Égypte sont exclusivement évoquées par le gouvernement français et l'UMP sous l'angle de la question migratoire. Cette ficelle épaisse doit nous faire oublier l'échec patent du débat sur la laïcité ? Elle doit permettre au candidat Sarkozy de chasser explicitement sur les terres du Front National ? Quelle vision étriquée d'événements qui sont positifs et porteurs d'espoir pour des générations qui voient de nouvelles perspectives politiques s'offrir à elles.

La catastrophe japonaise a tout d'abord causé la mort d'au moins 28 000 personnes, des milliers de sans-abris sont encore comptabilisés. Le séisme et le tsunami ont atteint la centrale nucléaire de Fukushima en causant des fuites radioactives aujourd'hui non maîtrisées. Ces événements, même s'ils sont très éloignés géographiquement ont largement bouleversé l'opinion publique, en Europe, dans le monde.

Ces événements et leurs retentissements dans les débats nationaux montrent que les Français sont largement interpellés et concernés par les bouleversements du monde. Nous devons assumer clairement nos positions sur ces thèmes dans nos propositions pour 2012. Nous devons par ailleurs considérer que certaines questions doivent de plus en plus se régler via une régulation internationale et un renforcement des réseaux politiques mondiaux. En ce sens, les événements de 2011 marquent l'absolue nécessité d'une Internationale Socialiste, crédible et renouée sur une ligne politique progressiste, démocratiquement exigeante et renouvelée.

**Karine DANIEL**

*Secrétaire fédérale en charge de l'Europe  
et des Relations Internationales*

## Forum des Tanneurs avec Bruno Julliard

# École en crise, jeunes précaires : l'urgence

Le Forum des Tanneurs a accueilli le 4 avril Bruno Julliard, adjoint à la Jeunesse au maire de Paris et secrétaire national du PS chargé de l'Éducation. Thème de la soirée : Éducation, jeunesse : une priorité pour la gauche.



Il y a une fracture générationnelle en France qui s'ajoute aux fractures sociale, immobilière, fiscale et économique. Notre société est multi fracturée, autrement dit, elle est à plusieurs vitesses. Certains vivent très bien alors que d'autres ne connaissent que la précarité du logement et du travail : impossibilité d'accéder à la propriété à cause de la flambée des prix depuis 10 ans - résultat d'un libéralisme immobilier effréné - et travail instable quand il y en a un. Cela touche malheureusement tous les âges de la société. Les jeunes sont parmi les plus exposés des précaires : sans expérience professionnelle, parfois sans diplôme, s'ils sont par surcroît issus d'une famille n'ayant pas les moyens financiers de les aider, alors l'entrée dans la vie est très dure. Bien davantage qu'à l'époque de leurs parents où le chômage était moindre et le libéralisme économique moins triomphant.

La droite au pouvoir depuis 10 ans se contre-fiche de ces jeunes précaires au sombre avenir.

Quand ils sont issus des banlieues, elles les stigmatisent tandis qu'elle ignore les autres, qui ne constituent pas un réservoir électoral suffisamment digne d'intérêt. C'est dire s'il est de la responsabilité du PS d'entreprendre les réformes urgentes qui s'imposent pour que l'égalité entre les jeunes de France ne soit plus seulement un mot de tribune.

C'était le sujet du Forum des Tanneurs avec Bruno Julliard et Dominique Raimbourg (voir le verbatim des interventions). Le débat a notamment permis d'entendre les opinions de deux syndicalistes. Le représentant de l'UNSA Éducation a rappelé « l'importance de la laïcité surtout dans un contexte de concurrence entre écoles publique et privée. Pour la droite, l'école est une marchandise : elle a une gestion financière de l'Éducation ». Un militant du SGEN-CFDT, enseignant en maternelle, a déploré « que les élèves s'ennuient : on doit enseigner autrement. Il doit y avoir des formations continues pour les enseignants et pas que du face-à-face entre élèves et professeurs ».

Myriam Nael, conseillère municipale déléguée à la réussite éducative à la mairie de Nantes, est allée dans le même sens en souhaitant que « l'école s'ouvre sur son environnement. Les familles populaires doivent être aidées car elles croient encore à l'école malgré ce que l'on entend ici et là. Je défends par ailleurs l'idée d'une école de la 2<sup>e</sup> chance ». Voilà des pistes intéressantes pour la grande réforme de l'Éducation qui s'impose.

## Verbatim

### Dominique Raimbourg, député de Loire-Atlantique :

« L'école est en crise à cause de la politique de la droite : 16 000 postes en moins chaque année depuis trois ans. Les enseignants sont lâchés en classe sans formation pratique : une catastrophe qui provoque une crise des vocations. (...) 150 000 jeunes par an sortent du système scolaire sans diplôme. Le collège pose aussi problème car beaucoup d'enfants s'y sentent perdus. »

### Bruno Julliard :

« Il y a 3 priorités :  
1 - Investir au début de la scolarité avec un Service public de la petite enfance et la fin de la semaine de 4 jours.  
2 - Les ZEP\* de banlieue sont une urgence. Paradoxalement, l'État donne aujourd'hui proportionnellement plus d'argent aux élèves de centre-ville qu'à ceux des ZEP.  
3 - Les métiers de l'Éducation seront revalorisés dans le cadre d'un nouveau contrat entre les professeurs et la nation. Cela passera par de meilleurs salaires, une formation professionnelle de qualité, un meilleur lien avec les familles et un travail en équipe dans les établissements scolaires. »

\*Zone d'éducation prioritaire

## Quelques extraits du projet socialiste

Les socialistes ont présenté, Martine Aubry à leur tête, la base de leur futur projet présidentiel qui sera complété par le ou la candidat(e) désigné(e) à l'automne. La jeunesse et l'éducation en sont des priorités.

### EMPLOI / JEUNESSE :

- Créer 300 000 emplois d'avenir dans les domaines de l'innovation sociale et environnementale, financés par la suppression du dispositif gouvernemental sur les heures supplémentaires qui n'a créé aucun emploi. Il s'agit de mettre le pied à l'étrier aux jeunes, rassurer les familles, rétablir la confiance et relancer l'économie.
- Limiter la précarité en supprimant les exonérations de cotisa-

tions aux entreprises abusant des CDD et de l'intérim.

- Encadrer les stages pendant les études pour qu'ils soient rémunérés correctement et les proscrire après, pour qu'ils ne se substituent pas aux vrais contrats de travail.
- Parcours d'autonomie pour les jeunes en formation avec une allocation d'études sous condition de ressources.
- Établir l'égalité des salaires entre femmes et hommes en cinq ans.

### ÉDUCATION :

- Rapprochement entre les grandes écoles et l'Université pour de meilleures synergies et combler les inégalités qui existent entre elles.

## ● Séance d'installation du Conseil général

# Messages politiques à l'Hôtel du Département

La nouvelle Assemblée départementale s'est installée le 31 mars. Elle a élu son nouveau président Philippe Grosvalet qui a rendu hommage à Patrick Mareschal. On a aussi entendu les groupes politiques s'exprimer, confirmant le clivage droite-gauche.



Doyen de l'Assemblée et conseiller général depuis 1976, Loïc Le Masne de Chermont a présidé la séance. Dans une courte allocution au cours de laquelle il ne prononça pas une fois le nom de Patrick Mareschal, il a rappelé que le budget départemental est passé de 103 M€ en 1976 à 1107 M€ en 2011 : la décentralisation a accru les pouvoirs locaux. Il a estimé que la France de 2011 a « des coûts sociaux élevés et que nous travaillons moins que les autres pays. (...) 55 % du budget du Conseil général sont ainsi attribués à la solidarité ». Il est permis de croire qu'il estime excessive cette proportion. On ne s'en étonnera pas. On s'étonne en revanche qu'il n'ait pas rappelé que depuis 2002, le gouvernement a transféré d'importantes missions, notamment sociales, aux Départements de France, sans complètement les compenser financièrement... Loïc Le Masne de Chermont a aussi regretté « la défense des avantages acquis dans la France d'aujourd'hui » sans préciser lesquels avant de souhaiter que « le Conseil général limite les hausses d'impôts ». Sans doute se félicite-t-il des baisses d'impôts pour les plus riches opérées depuis 2007 par Nicolas Sarkozy notamment élu sur la hausse du pouvoir d'achat qui, pour la grande majorité des Français, est en berne depuis 4 ans.

On a ensuite voté pour élire le nouveau président du Conseil général. Philippe Grosvalet a été élu sans surprise (voir tableau\*). Dans sa 1<sup>re</sup> allocution de président, il a rendu hommage à Patrick Mareschal, « 1<sup>er</sup> socialiste de l'Histoire président de cette Assemblée », qui aura assumé ses responsabilités jusqu'au bout, étant ce jour-là retenu à Paris pour une importante réunion. Le nouveau président est revenu sur la forte abstention qu'il explique par « la République malade et la remise en cause au plus haut niveau des valeurs républicaines. (...) La majorité de gauche est reconduite et reste forte malgré quelques revers. Nous mettrons en œuvre notre projet qui prendra notamment en compte le courant écologiste non représenté à cause du mode de scrutin : les énergies alternatives

seront développées encore davantage et l'actualité japonaise renforce cette volonté. »

### AIDER UNE JEUNESSE PRÉCARISÉE

Il a rappelé la précarité et le chômage qui frappe de plein fouet la jeunesse et a annoncé la création « d'une Vice-présidence à la Jeunesse, l'accompagnement vers l'emploi de 3 000 jeunes d'ici 2014, des transports moins chers pour cette catégorie d'âge et la construction de nouveaux collèges ».

Les groupes politiques se sont ensuite exprimés. André Trillard de Démocratie 44 a assuré que l'opposition travaillerait dans « un esprit constructif ». Françoise Verchère, du parti de gauche, a déploré « la forte abstention qui pose la question de notre légitimité démocratique et de la coupure entre les élus et l'électorat. Il est donc urgent de rénover les pratiques politiques pour intégrer la féminisation des Assemblées politiques, la pluralité des courants de pensées, je regrette à ce sujet que Gilles Denigot ne soit plus là, et aussi et peut-être surtout le non-cumul des mandats en nombre et dans le temps ». Sur l'écologie, elle a souhaité que l'on passe de la parole aux actes « notamment sur le dossier de l'aéroport ».

Le centriste Maurice Perrion, élu à Ligné, a demandé que « l'opposition soit appelée minorité ». Les centristes ont le sens de la nuance et il en faut pour saisir leur positionnement à géométrie

variable en fonction de leurs intérêts locaux ou de leurs carrières parfois nationales. Mais ils finissent toujours par tomber du côté de leur penchant naturel : la droite. Maurice Perrion en a fourni une nouvelle illustration en lançant avec l'assurance du fraîchement réélu, que « certaines missions de services publiques pourraient être déléguées au privé pour plus d'efficacité et une économie des deniers publics ». La belle idéologie libérale... Il est vrai que depuis la privatisation de GDF en 2007, la facture des clients, qui ne sont plus des usagers, a bondi de plus de 40%. Les profits de GDF et de ses actionnaires se sont aussi beaucoup accrus : quelle efficacité en effet...

Après une pause, les Vice-présidences et la composition de la Commission permanente furent annoncées, on prit sous un ciel gris les photos d'usage de l'Assemblée, de la majorité et de la minorité. Les anciens et nouveaux élus sont en place jusqu'en 2014.

#### \*Résultats du vote pour l'élection du président du Conseil général :

59 votants
37 voix pour Philippe Grosvalet - Majorité départementale
19 voix pour Joseph Parpaillon - Opposition départementale
2 bulletins blancs
1 bulletin nul

## « Dire ce que l'on va faire et faire ce que l'on a dit »

Le nouveau président du Conseil général est le nazairien Philippe Grosvalet, militant et élu socialiste aux convictions solidement ancrées à gauche.



- **Tu viens d'être élu président du Conseil général : que ressens-tu ?**

Ce n'est pas un rêve qui se réalise. J'ai répondu à une demande de Patrick Mareschal qui a pensé à moi pour lui succéder : j'ai accepté cet honneur. Patrick a été un président exceptionnel. Il est pour moi un modèle. J'ai débuté ma vie professionnelle dans l'Éducation populaire. Je suis et je resterai proche des gens et de leur vie quotidienne. J'essaierai le plus souvent possible de venir de Saint-Nazaire en train pour assumer mon mandat de président du Département.

- **Quels sont les projets de la nouvelle Assemblée départementale ?**

Nous avons plusieurs axes fidèles à la présidence de Patrick Mareschal. La jeunesse d'abord dont nous savons les difficultés dans une société dure où la précarité devient presque une norme. Le CSAJ, Contrat de Soutien à l'Autonomie des Jeunes, sera développé. L'emploi ensuite avec un conditionnement, notamment social, des aides aux entreprises et un renforcement du dispositif RSA. Le logement de plus en plus cher et inaccessible : malgré la baisse des crédits de l'État sur le logement social, nous poursuivrons

notre engagement. Nous voulons aussi agir pour les handicapés en accroissant le nombre de places dans les lieux d'hébergement. La solidarité sous toutes ses formes est bien sûr un fil conducteur de notre action notamment entre les territoires. Le Conseil général veut un meilleur équilibre entre le rural et l'urbain. À propos de l'aéroport, nous accompagnerons de notre mieux les populations concernées. Sur l'environnement, nous protégerons les ressources naturelles, nous développerons les énergies renouvelables et favoriseront les déplacements doux. Le souci d'un développement durable sera présent dans toutes les commissions. Nous aiderons aussi davantage l'agriculture paysanne et de proximité. Fiscalement, nous n'augmenterons pas les impôts jusqu'en 2014. Enfin, le Conseil général a aussi un rôle à jouer sur la citoyenneté et le vivre-ensemble : nous aiderons à lutter contre toutes les formes de discriminations.

- **Quelle est ta position concernant la Bretagne à 5 départements ?**

Je sais les convictions de Patrick à ce sujet. Mon père était des Côtes d'Armor, je connais donc bien la Bretagne que j'apprécie. Le drapeau breton continuera de flotter devant le siège du Conseil général. La question du rattachement fait partie d'une décentralisation au plan national : on ne peut pas trancher ce dossier localement ou régionalement. Et puis, il y a d'autres priorités qui concernent la vie quotidienne des gens. Ce dont je suis sûr, c'est que le Département ne sera pas supprimé par la réforme de 2014 : il a un avenir ! Le désengagement de l'État le menace certes et il faudra en 2012, si on gagne, une réforme fiscale pour financer

de nouveau correctement les collectivités locales pour qu'elles puissent assurer pleinement leurs missions. C'est important car l'attitude de Sarkozy et la politique de son gouvernement provoquent un large désaveu des électeurs vis-à-vis de la politique, l'abstention aux cantonales l'a encore montré. Je suis convaincu que l'action des élus locaux peut redonner un sens à la politique pour que nos concitoyens aient de nouveau confiance en leurs élus.

- **Quelle sera ta gouvernance en tant que président du Département ?**

J'ai un principe simple : dire ce que l'on va faire et faire ce que l'on a dit. Cela concerne notamment le non-cumul des mandats. Le PS a organisé un référendum interne en 2009 qui prévoit notamment le mandat unique pour les parlementaires. Je le leur ai dit, il s'appliquera dès septembre pour Michelle Meunier si elle est élue sénatrice et en 2012 pour Michel Ménard s'il est réélu député. Ils sont tous les deux actuellement Vice-présidents du Conseil général avec des responsabilités importantes. La 1<sup>re</sup> secrétaire Martine Aubry a rappelé que cette règle devra s'appliquer dès cette année pour les sénatoriales. C'est une question de cohérence et de respect du vote des militants qui ont voté pour cela à 80 % des suffrages en 2009. Ma gouvernance intégrera aussi le souci de la pluralité avec notamment le respect de l'opposition départementale.



Retrouvez la composition du nouvel exécutif départemental ainsi que le trombinoscope des élus à l'adresse suivante : <http://tinyurl.com/cg44-executif>



Bertrand Delanoë, maire de Paris, est venu à Orvault le 16 mars dernier pour soutenir nos candidats et candidates avant le premier tour des cantonales.



## Organisation des Primaires ouvertes

### 2012 démarre maintenant !

#### Les primaires



Les socialistes finalisent leur projet pour 2012. Ambitieux, ancré à gauche et crédible, il permettra le rassemblement du parti.

Parallèlement, il nous faut désigner le candidat ou la candidate qui devra le porter, susciter une dynamique large et forte, et faire gagner la Gauche.

C'est tout le sens des Primaires, ouvertes à l'ensemble du peuple de Gauche.

Largement votées par les militants en juin dernier, la préparation des Primaires est désormais enclenchée nationalement et dans toutes les fédérations de France.

Il n'y a pas de doute à avoir : elles auront bien lieu les 9 et 16 octobre. D'ailleurs, nombre de nos concitoyens, nous l'avons vu durant la campagne des cantonales, les attendent, souhaitent y participer et sont demandeurs d'informations pratiques.

Depuis novembre dernier, l'énorme « machine » qu'elles vont constituer prend forme. Au sein de la fédération, et avec l'aide des secrétaires fédéraux, des secrétaires de section et des permanents, nous y travaillons déjà depuis plusieurs mois.

Les cantonales passées, ce travail de préparation va s'accélérer jusqu'à l'été. Avant de laisser place, de juillet à octobre, à la campagne en elle-même.

Car leur réussite ne dépendra pas que de l'attitude des candidats et de la bonne tenue des débats. Nous devons assurer une

organisation des bureaux, et une information des citoyens, irréprochables.

**Cela passe d'abord par la finalisation des lieux de bureaux de vote Primaires.** 180 bureaux sont à ce jour arrêtés dans notre département. Nous sommes en train de réserver les salles auprès des mairies. Pour cela, nous comptons sur les secrétaires de section. Tout doit être acté d'ici la fin du mois. La Fédération du PS se charge de confirmer par écrit ces réservations de salle.

Il faudra ensuite, d'ici juin, désigner un Président pour chaque bureau, puis au moins 3 assesseurs.

**« NOUS DEVRONS ASSURER UNE ORGANISATION DES BUREAUX ET UNE INFORMATION DES CITOYENS IRRÉPROCHABLES. »**

Cela passera ensuite par une campagne de popularisation des Primaires, à partir du mois de juin (affiches, tracts, encarts presse...) et par une campagne de proximité, basée principalement sur le « porte-à-porte ».

Cette mobilisation forte sera la première étape de la campagne des présidentielles. Et la première marche vers la victoire de la Gauche.

2012 démarre maintenant... nous comptons sur vous !

**Pour toute question : prendre contact avec Florent Smejda à la fédération (02 40 20 63 04 / florent@ps44.com).**

**Jérôme PUYBAREAU et Benjamin BAUDRY**

*Membres du Comité Départemental d'Organisation des Primaires*

## 2012 : Pour un véritable « Acte III » de la décentralisation !



La Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains est engagée, aux côtés du Parti Socialiste, dans l'élaboration d'un véritable « Acte III » de la décentralisation. Véritable priorité que notre parti s'est fixée pour le projet des présidentielles, nous le mettrons en oeuvre après la victoire que nous espérons tous en 2012. À l'image de la décentralisation de 1981, et pour en retrouver le souffle, cet « Acte III » doit être organisé autour de trois grands principes : la justice sociale, l'efficacité de l'action publique et la démocratie locale.

**1. La justice sociale**, c'est l'accès à l'emploi, l'accès au logement et l'égalité devant les services publics où que l'on habite sur le territoire national, que ces services publics soient de la responsabilité des collectivités territoriales ou de l'État. Nous voulons reconnaître l'initiative locale pour lutter contre les inégalités sociales et territo-

riales, mais aussi pour le développement local. La justice sociale doit également guider la réforme de la fiscalité locale. En particulier, une péréquation viendra réduire les écarts de ressources entre collectivités, dans la mesure où ils sont dus à un écart de richesse et de charges entre territoires.

**2. L'efficacité de l'action publique** repose sur la lisibilité de la répartition des compétences et sur l'adéquation des missions et des moyens des collectivités. La loi précisera les compétences que l'État assume exclusivement et celles qu'il partage ou délègue, en partie ou totalement. Pour certaines compétences partagées, la loi définira la collectivité qui en sera chef-de-file. Une « conférence régionale des compétences », rassemblant l'État et les collectivités, aura également pour mission de décrire, dans chaque région, la répartition des compétences entre échelons et, dans le cas d'un partage, de

désigner une collectivité « chef de file ».

**3. La haute qualité démocratique**, exige de lever plusieurs obstacles à une plus juste représentation de la population résidant sur le territoire national. Suite à l'abrogation du conseiller territorial, de nouveaux modes de scrutin seront mis en place pour les départements et les régions. Concernant la clarté des choix politiques des projets des intercommunalités, des innovations sont aussi proposées pour les amener à assumer clairement leurs choix politiques devant les électeurs. Le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales et la gestion des instruments de la démocratie participative sont également précisés.

Pour faciliter l'accès de tous à la fonction élective, une loi-cadre définira et encadrera le statut des élus.

**Fabrice ROUSSEL**  
*Président de l'UDES*

## Vite le changement en France et en Europe !

« En Europe, les dirigeants de la zone Euro imposent une austérité systématique qui va ralentir la sortie de crise et nourrir le cercle fatal de la dépression. » (projet socialiste 2012 page 10).

Le « pacte de compétitivité » proposé par A.Merkel et N.Sarkozy a été rebaptisé « pacte pour l'euro » par les chefs d'État et de gouvernement européens le 24 mars dernier. Il n'en demeure pas moins « un bouquet de politiques d'austérité basé sur une nouvelle baisse du pouvoir d'achat et de la protection sociale des salariés » (communiqué du BN du PS). Le pacte des dirigeants de la zone euro va ajouter la crise à la crise. C'est ce qui a amené Martine Aubry à fort justement déclarer : « en imposant une austérité massive, ce pacte va ralentir la sortie de crise et maintenir des millions d'Européens dans la précarité et le chômage ».

En imposant des mesures de régression sociale, ce pacte veut faire payer au monde du travail le prix de la crise financière alors même que rien n'est prévu pour faire participer les profits à la solidarité ou taxer le capital, rien n'est fait pour rompre avec la logique du capitalisme financier. Ces mesures d'austérité sont fondées sur une baisse des salaires dans le secteur public et la stagnation des revenus pour tous, sur une flexibilisation du marché du travail et sur une remise en cause des prestations sociales. Voilà qui assurément augmentera la crise sociale conjointement à la crise économique et financière, en freinant la consommation et donc la croissance, et en renforçant la précarité.

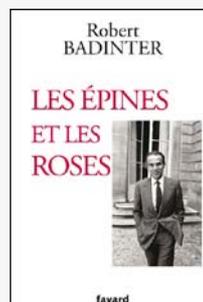
Si tout le monde s'accorde aujourd'hui au sein de notre Parti à condamner cette politique de régression sociale européenne, il nous reste à le traduire en propositions pour un gouvernement de gauche en 2012. Des pistes sont avancées dans le projet socialiste pour 2012 (le défi du redémarrage européen page 25). Nous devons certainement approfondir notre réflexion car il ne faudrait pas que la nécessité de profonds changements sociaux dans notre pays se heurte à une politique libérale de l'Union européenne.

Il nous faut affirmer haut et fort en 2012 qu'une autre politique est possible en mettant en avant des propositions précises sur l'emploi (notamment celui des jeunes), sur le pouvoir d'achat et la hausse des salaires (avec une revalorisation chiffrée du SMIC), sur les services publics, et donc plus généralement sur une autre répartition entre capital et travail. Gageons que, sur ces bases là, si la victoire de la gauche en 2012 attire l'hostilité de certains intérêts financiers, elle aura aussi un écho de sympathie importante auprès de tous les peuples d'Europe !

**Nicolas CARDOU, Bertrand DE LAPORTE, Michèle GRESSUS,  
Chloé LE BAIL, Jean-Jacques LUMEAU, Denis TALLEDEC,  
Éric THOUZEAU, Simon THOUZEAU**

## À lire

### La politique selon Badinter



On a tous vécu ou vu en images d'archive le discours de Robert Badinter à l'Assemblée nationale lors de l'abolition de la peine de mort. C'était le 17 septembre 1981 : le ministre de la Justice du 1<sup>er</sup> gouvernement de gauche de la 5<sup>e</sup> République mettait la guillotine au placard au nom d'une conception humaniste de la société. Il eut alors le courage

d'aller contre une opinion publique majoritairement pour la peine de mort. À ce propos, si l'on faisait aujourd'hui un référendum sur le sujet, il n'est pas sûr que l'abolition l'emporterait. C'est l'honneur de la gauche, de la République et de son ministre de la Justice de l'époque de l'avoir fait. Dans ce livre de mémoire, Robert Badinter revient sur ses années au pouvoir de 1981 à 1986.

Il les appelle des « années de luttes » et les raconte telles qu'il les a vécues. Le récit des événements laisse paraître ses convictions sur ce que devrait être la justice dans la République. Il se félicite que l'essentiel de ce qu'il réalisa demeure : irréversibilité de l'abolition, suppression des juridictions d'exception, dépénalisation de l'homosexualité, progrès des droits des victimes, ouverture aux citoyens de la Cour européenne des droits de l'homme, amélioration du régime des prisons etc.

L'ancien ministre ne cache pas ce qu'il nomme ses « échecs » : « surpopulation carcérale, pauvreté budgétaire, incapacité à convaincre l'opinion que la 1<sup>ère</sup> mission de la justice est de faire respecter la loi et de garantir les libertés individuelles comme le prescrit la Constitution, et non d'être le pompier de la délinquance comme on s'obstine à le faire croire. »

Cet ouvrage est une leçon d'action en milieu hostile. Novice en politique, mal à l'aise dans les rituels restés monarchiques de la République, Robert Badinter multiplie néanmoins les réformes. Il montre que l'on peut réformer contre l'opinion, braver les sondages, affronter le populisme et s'inscrire dans le temps de la grande politique. De quoi inspirer le PS et la gauche qui aspirent à revenir au pouvoir l'an prochain.

« Les épines et les roses » de Robert Badinter, aux éditions Fayard. 280 pages - 22 €

## Décès de Philippe Nicolas

Le 16 mars dernier Philippe Nicolas nous a quittés. Près de 40 ans à la Mairie de Nantes, autant d'engagements politique et associatifs. Il avait le sens du Service Public et de l'intérêt général. Toujours disponible pour aider lors d'événements politiques dans notre département (chauffeur ou service d'ordre), il a disparu le jour de notre meeting avec Bertrand Delanoë. La Fédération et la section de Nantes Est auront toujours une pensée pour lui et sa famille.

## Portrait d'Hervé Drouard

### Le cœur à l'ouvrage



La casquette vissée sur la tête, l'œil malin, la barbe en bataille et le verbe chaleureux, ainsi se présente Hervé, militant de toujours de l'humanisme et du socialisme. Il naît à Conque-reuil en Loire-Atlantique en 1933 sur une petite ferme, dernier de quatre enfants. Lorsqu'il a 3 mois, son père meurt à vélo renversé par une automobile : une catastrophe pour sa ma-man handicapée à une hanche. Elle doit quitter leur ferme et s'engager comme journalière. « Elle rentrait le soir avec un peu d'argent, le minimum pour nous loger et nous nourrir ». Le petit Hervé réussit bien à l'école et son vicaire propose de l'envoyer au séminaire. Il entre donc à celui de Guérande en 1945 : « Je

*me souviens du dortoir où on était une cinquantaine de gamins. Qu'est-ce qu'il y faisait froid l'hiver ! Le matin, l'eau qui nous servait à nous laver était gelée... Et la nourriture n'était pas bien bonne non plus ! »*

Hervé intègre plus tard le grand séminaire de Nantes pour devenir prêtre. « Bernard Lambert, jeune militant jaciste à l'époque, venait nous voir certains soirs et on passait des nuits avec les copains à discuter de politique. Bernard repartait au petit matin en escaladant le mur ! »

Après un service militaire en 1954/55 en Tunisie, il est aumônier à la Mission de la mer de Nantes : « je travaillais avec les dockers. » Mais l'Église ferme la porte aux prêtres ouvriers : ils doivent retourner prêcher dans les églises. Hervé n'en a cure et participe à Mai 68. En 1970, au cours d'un rassemblement ecclésiastique, il aborde l'archevêque de Rouen : « l'Église ne change pas assez vite mais je t'aime bien quand même ! » Crime de lèse-majesté : « J'ai été viré de l'Église le lendemain, sans logement. Heureusement que des copains m'ont hébergé ».

Il faut vivre. Hervé passe un diplôme d'animateur socio-éducatif et poursuit ses études jusqu'à une thèse de sociologie. En 1975, il part avec sa compagne en Algérie où il est maître-assistant en sociologie à l'Université d'Alger : une belle expérience.

1980 : retour en France dans le Puy-de-Dôme. Hervé enseigne à l'École des métiers du social de Clermont-Ferrand. Avec sa compagne et leurs deux enfants, ils habitent un village de 200 habitants « où l'on a créé la section PS » ! Professionnellement, Hervé approfondit son travail de chercheur en sociologie en mettant au point une méthode peu présente en France contrairement à d'autres pays comme les États-Unis : « Il s'agit d'être d'abord un praticien de terrain et à partir de cette expérience concrète, on mène un travail de recherche. Ensuite, on poursuit selon la même méthode, reliant travail pratique et recherche théorique. C'est ce que j'ai fait durant toute ma carrière, mais en France cette méthode fut

*longtemps peu mise en valeur : on était praticien ou chercheur. Au bout de 50 ans de bagarre, les praticiens-chercheurs du social devraient enfin pouvoir passer un doctorat professionnel et voir reconnaître une recherche professionnelle sur leurs pratiques d'intervention. »*

Hervé a écrit plusieurs livres sur ses recherches en sociologie. Il a repris avec d'autres une revue\* des métiers du social dont il est l'un des rédacteurs. Il reste militant socialiste à la section de Montbert. Aujourd'hui agnostique, il porte un regard sans concessions sur l'Église dont « les rares jeunes prêtres sont des intégristes : c'est un retour en arrière de 60 ans ». Ses deux grands hommes sont Jaurès et Camus : l'humanisme et la fraternité laïque qui ont inspiré la vie d'Hervé.

Le dernier livre d'Hervé s'intitule « **Former les professionnels par la recherche, initier à la démarche scientifique** » aux éditions l'Harmattan.

\*Revue « **Forum** » de l'AFORTS (Association Française des Organismes de formation et de Recherche en Travail Social) [www.aforts.com](http://www.aforts.com)

## /// Agenda

### • Forum des Tanneurs

Lundi 16 mai à 20h30 à la Fédération sur le thème « Israël, Palestine : comment être utile ici ? » en présence de Jean-Claude Lefort, Président de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) et ancien député du Val de Marne, avec les participations de Michel Gressus, Hervé Bocher et Gilles Retière. Débat ouvert à tous.

### • Le Projet

Après des débats au niveau de la Fédération et dans les sections, les militants seront amenés à voter sur le Projet le **jeudi 19 mai**. Les horaires et lieux de vote vous seront communiqués par vos sections respectives.

La Convention fédérale débattant notamment des amendements des sections se déroulera le **lundi 23 mai à 20h** à la fédération.

Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble  
1, allée des Tanneurs  
44 000 NANTES  
Déposé le 20/04/11



Le Journal des socialistes de Loire-Atlantique  
1 allée des Tanneurs - 44000 NANTES  
Tél. 02 40 20 63 00 - Fax 02 40 08 27 24  
E-mail : [fede44@parti-socialiste.fr](mailto:fede44@parti-socialiste.fr)  
Facebook : <http://www.facebook.com/Parti.socialiste.44>  
Directeur de Publication : Alain Gralepois  
Rédacteur en chef : Benjamin Baudry  
Rédaction des articles : François Caillaud  
Crédit photos : François Caillaud, Paul Pascal  
Mise en page : Scopic  
Imprimé avec des encres végétales sur papier ecolabellisé par Parenthèses  
N° CPPAP : 0914P 10751  
N° ISSN : 1296 - 2201  
Prix : 1,50 euro - Tirage : 3 300 ex.

